Un groupe de pression contre-révolutionnaire : le club Massiac sous la constituante

A Counterrevolutionary Pressure Group: the club of Massiac under the Constituent Assembly

Déborah Liébart

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/10873>
DOI : 10.4000/ahrf.10873
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2008
Pagination : 29-50
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Déborah Liébart, « Un groupe de pression contre-révolutionnaire : le club Massiac sous la constituante », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 354 | octobre-décembre 2008, mis en ligne le 01 décembre 2011, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10873> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.10873>

UN GROUPE DE PRESSION CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE : LE CLUB MASSIAC SOUS LA CONSTITUANTE

Déborah LIÉBART

De 1789 à 1791, les populations intéressées dans l'aventure coloniale s'unissent officiellement en société afin de défendre leurs intérêts tant sur le sol métropolitain que dans les Caraïbes. Un important réseau, constitué de négociants et de colons, se développe. Leur rhétorique basée sur un argumentaire économique clairement identifiable joue un rôle important dans l'acceptation du club par les constituants. Durant deux ans cette coalition, soutenue par Barnave et Maury, et dénoncée par Robespierre, lutte afin d'obtenir des constituants, en septembre 1791, l'exclusion de Saint-Domingue du cadre universaliste s'élaborant en métropole.

Mots-clés : lobby colonial, ségrégation, esclavage, Révolution française.

Lucien Leclerc¹, puis Gabriel Debien², ont mis en avant l'importance politique du mouvement colonial parisien, qui se réunissait à proximité du ministère de la Marine. Cette contiguïté leur offrait les moyens d'influencer les décisions des centres de pouvoir et en particulier le Comité colonial de l'Assemblée constituante, dans le sens des revendications des planteurs blancs de Saint-Domingue³. Plus largement, c'est

(1) Lucien LECLERC, « La politique et l'influence du club de l'hôtel Massiac », *Annales historiques de la Révolution française*, 1937, p. 342-363.

(2) Gabriel DEBIEN, *Les colons de Saint-Domingue et la Révolution, Essai sur le Club Massiac*, Paris, A. Colin, 1953, 414 p., p. 64-65.

(3) Le statut juridique des colonies (« possessions de la couronne »), leur ôtait *de facto* le droit de participer aux États généraux. Réciproquement, il était formellement interdit aux députés de légiférer sur ces terres lointaines exclusivement soumises à la sanction royale.

tout un secteur économique fondé sur le territoire métropolitain qui, se croyant en péril, s'organise pour tenter de faire perdurer son activité. À la fin du siècle, c'est vers les bureaux de la Marine et vers les États généraux, appelés à devenir Assemblée nationale que se dirigent essentiellement les actions des populations intéressées dans l'aventure coloniale. L'idée de faire entrer une délégation coloniale au sein des États généraux naît dans l'esprit des propriétaires de biens de Saint-Domingue, présents en métropole, dont les plus emblématiques furent les membres de la Société correspondante des colons français ou Club Massiac du nom de l'hôtel particulier au sein duquel ils se réunissaient. Tous étaient de grands colons blancs ayant mis en gérance leurs biens⁴. Toutefois, l'Assemblée avait refusé la demande des colons blancs de représenter la population esclave et celle des libres de couleur, ce qui offrit à ces derniers l'occasion de réclamer en leur faveur une représentation.

La défiance populaire qu'inspiraient aux populations les différentes structures administratives pousse le Club Massiac, à se fondre dans la dynamique du mouvement révolutionnaire. Face à cette structure, la Société des amis des noirs travaille âprement. Depuis le 19 février 1788, date de sa fondation à Paris, et jusqu'à l'automne 1791, les deux sociétés s'opposent. Les Amis des noirs sont pour l'essentiel des nobles « libéraux », imprégnés de la culture des Lumières, et anglophiles, comme Condorcet, La Fayette, gens de lettres ou juristes comme Brissot, Carra et Mercier ou encore financiers d'envergure, comme Clavière, le premier président⁵. Plus tard on comptera parmi les membres les plus actifs Grégoire, relais énergique à la plume féconde. Le développement en France

(4) Une délégation de trente et un représentants fut envoyée à Versailles. Au terme de longs débats, et aidé dans ses démarches par le « triumvirat » Lameth (les deux frères Charles et Alexandre) Barnave, le parti des colons blancs réussit à infiltrer l'Assemblée nationale. Le 4 juillet, ils furent définitivement autorisés à siéger à l'Assemblée comme représentants de la seule population blanche : six sièges leurs furent accordés sur les vingt préalablement réclamés. Cocherel, Gouy d'Arsy, Thébaudières, Larchevesque-Thibaud, Perrigny et Gérard étaient les six députés admis à siéger. Ce chiffre de six députés était toutefois nettement supérieur à ce que la démographie insulaire devait normalement permettre, proportionnellement aux diverses provinces métropolitaines. C'est en se fondant sur le poids économique de Saint-Domingue que les colons firent accepter la « surreprésentation » de leur députation.

(5) Société fort choisie qui paie plus de quarante livres de cotisation où il faut être « présenté » pour être admis. À ce propos voir : Yves BENOT, *La Révolution française et la fin des colonies*, Paris, La Découverte, 1987, 280 p, p. 41. Sur les *Amis des Noirs* voir : Marcel DORIGNY, Bernard GAINOT, *La Société des Amis des Noirs (1788-1799). Contribution à l'histoire de l'abolition de l'esclavage*, Paris, UNESCO, 1998, col. « Mémoire des Peuples », 396 p.

d'une telle société fait suite à la fondation d'institutions similaires, aux États-Unis⁶ et en Angleterre.

Si les origines sociales des deux groupes ne sont pas si différentes, leurs buts divergent. Tandis que les colons se battent pour maintenir en l'état la colonie, les Amis des noirs militent en faveur de l'abolition de la traite avec comme ambition sous-jacente l'abolition de l'esclavage⁷.

L'enjeu de cet article sera d'analyser les moyens et les méthodes mis en œuvre par le club, ses alliances socio-politiques, ainsi que les divergences économiques des différentes cellules constituant la société, divergences qui à terme la conduisent à sa perte. L'analyse du discours du Club Massiac et celle de la constitution de son réseau sont des points centraux de l'étude du mouvement car les deux coexistent et s'auto-entre-tiennent : si la structure même du réseau explique en partie le succès de la société, celle du discours permet de comprendre la réception de ses actions par les constituants et la monarchie. L'appropriation de notions telles que le « despotisme ministériel », ou la « liberté du commerce » est cruciale dans le processus d'acceptation des colons par les députés réunis à Versailles. L'utilisation de tels concepts fournit aux colons un héritage intellectuel sur lequel asseoir leur mouvement et leur permet d'être facilement identifiés par le monde extérieur. Ils s'approprient les discours économiques et politiques de leur temps et remettent sur le devant de la scène les thèses physiocrates⁸. La suppression du conseil supérieur du Cap, en 1787, qui avait eu pour effet de concentrer la justice à Port-au-Prince, cristallisait le mécontentement des colons planteurs qui, plus généralement, dénonçaient des « lois inadaptées » et même le Code noir⁹, texte consacrant pourtant la domination du maître sur son esclave¹⁰. La violence

(6) On citera ici, la *Pennsylvania Abolition Society* pour le cas américain et la *Society for Effecting the Abolition of the Slave Trade* de Londres.

(7) Conscients de l'importance économique de l'entreprise esclavagiste, ils estiment nécessaire de procéder graduellement. Plutôt optimistes, les membres de la société, pensaient que la suppression de la traite serait chose plus aisée : ils croyaient alors que la seule suppression des primes pour la traite ferait tomber d'elle-même cette dernière.

(8) Durant toute la période d'existence du club, celui-ci réclama le retrait de la monarchie de la sphère économique.

(9) Proposé par Colbert et signé en 1685 par Louis XIV, le code régissant les rapports sociaux dans les colonies fut adopté par le roi, chose significative, la même année que le texte révoquant l'Édit de Nantes. Sur la question des discriminations ethniques voir : Yvan DEBBASCH, *Couleur et liberté : le jeu du critère ethnique dans un ordre juridique esclavagiste*, Paris, Dalloz, 1967.

(10) Sur la question de la domination blanche voir : Catherine COQUERY-VIDROVICHT, « Le postulat de la supériorité blanche et de l'infériorité noire » dans Marc FERRO (dir.), *Le Livre noir du colonialisme*, Paris, Robert Laffont, 2003, 843 p., p. 646-691. Certains historiens nourris de la

était inhérente au système colonial : dans les rapports individuels entre maître et esclaves, mais aussi dans les lois. L'arrêté fondateur du club¹¹ s'articulait autour de trois points : *primo*, le soulèvement des esclaves devait être assimilé à un fait d'anarchie, *secundo*, l'Assemblée ne devait sous aucun prétexte pouvoir influencer sur les affaires de Saint-Domingue, et *tertio*, le gouvernement insulaire colonial devait acquérir une force qu'il ne possédait pas jusqu'alors. Les colons redoutaient les « hésitations » des administrateurs du gouvernement et notaient leur méfiance vis-à-vis de ceux qu'ils qualifiaient d'agents du « despotisme ministériel »¹².

Les colons blancs de Saint-Domingue étaient d'autant plus opposés aux pouvoirs indéfinis des gouverneurs, depuis la suppression des assemblées et conseils coloniaux. Leur entrée au sein de l'Assemblée fit d'eux des alliés puissants des députés contestant l'omnipotence du pouvoir royal. Cette remise en question assimile au roi ses représentants locaux : intendants de province et gouverneurs coloniaux. Ces derniers représentaient l'incarnation du « despotisme ministériel » dans les colonies, car leur rôle était de veiller au maintien de l'exclusif, fortement contesté par les planteurs qui parallèlement dénonçaient les ordonnances de 1784-1785, donnant à l'administration des pouvoirs de contrôle sur les biens des colons absenteïstes, mesure qui touchait directement les membres du club¹³. La dénonciation de l'ordre despotique était encore en place lorsque

(suite de la note 10 page 31)

philosophie foucauldienne, mettent en avant depuis quelques temps déjà une explication plus politique que proprement économique. La double question de la domination et de la violence est désormais au cœur du débat historiographique se développant autour de la plantation esclavagiste. Voir à ce propos : Caroline OUDIN-BASTIDE, *Travail, capitalisme et société esclavagiste, Guadeloupe, Martinique (XVII^e-XIX^e siècles)*, Paris, La Découverte, 2005, 348 p., Alain GUERY, « L'esclavage, une rationalisation économique de la domination », *Cahiers du CRH*, n° 34, oct. 2004. La classe numériquement minoritaire tend à développer un système fondé sur « l'exemplarité de la violence ». Le *Traité sur le gouvernement des esclaves* (Paris, Knapen, 1777) d'E. Petit, étudiant les textes réprimant les actes de marronage est assez exemplaire de ce point de vue.

(11) Il fut rédigé le 23 août 1789. AN, DXXV. 85. *Narré des séances*, 42 p., f°2. Depuis 1775, une société analogue à celle des colons français travaillait en Angleterre : le *West India Committee*.

(12) Sur le despotisme ministériel voir, Michael KWASS, *Privilege and the Politics of Taxation in Eighteenth-Century France*, Cambridge UP, 2000, 378 p. Alexis DE TOCQUEVILLE, *L'Ancien Régime et la révolution*, 1856, rééd., Paris, Gallimard, 1967, 378 p. Michel FOUCAULT, *Sécurité, territoire, population*, coll. Hautes Études, Paris, Gallimard Seuil, 2004, 435 p. Sur le despotisme ministériel colonial voir, Yves BENOT, *La Révolution française et la fin des colonies*, Paris, La Découverte, 1988, 280 p., p. 43 et s. Voir aussi Yves BENOT, *Les lumières, l'esclavage, la colonisation*, textes réunis et présentés par Roland DESNE et Marcel DORIGNY, Paris, La Découverte, 2005, 327 p.

(13) D'une manière générale, enfin, le gouverneur personnifiait l'ingérence royale dans la vie économique.

la société et les colons du nord de Saint-Domingue, par la voix de Gouy d'Arsy, accusèrent en 1790 le ministre de la Marine La Luzerne¹⁴ : « Il a plus que perdu notre confiance, IL EST NOTRE ENNEMI¹⁵ : tyran d'autant plus dangereux, qu'il semble n'être venu à Saint-Domingue que pour nous nuire, [...], on ne le voit occupé que du soin de la PRESSURER, de la TOURMENTER et de la retenir plus fortement que jamais sous l'empire du DESPOTISME ministériel, lorsque toutes les provinces de France ont eu la chance de s'en affranchir »¹⁶.

Tant sur le plan économique que politique, le club fit sienne la formule libérale gournaysienne du « laissez faire – laissez passer ». Cette appropriation discursive permit aux colons contre-révolutionnaires de se faire accepter par les révolutionnaires et de prêter avec eux le serment du jeu de Paume.

Le premier réseau Massiac (été 1789-13 mai 1791)

Derrière ce terme rigide de « réseau » se cache en fait la mise en place de deux unités. Schématiquement, on distingue deux phases : la première, courant de l'époque de formation à l'adoption des décrets du 8 mars 1790 et du 13 mai 1791, scelle l'alliance négociants/colons parisiens et la seconde, débutant réellement en janvier 1791 et prenant fin avec le décret du 24 septembre de la même année établit la collaboration colons parisiens/colons insulaires. Cette dissociation des deux phases mérite en soi que l'on s'y attarde car elle ressort clairement des sources archivistiques : on y voit en premier lieu un niveau légal usant de méthodes révolutionnaires classiques : pétitions, mémoires, adresses envoyés aux différents organes politico-économiques du royaume et dans un second temps, un niveau beaucoup plus informel constitué de documents privés révélant les actions les plus illégales entreprises par le réseau Massiac : lettres de propriétaires coloniaux, négociants anonymes, habitants des ports de commerce, capitaines de navires etc.

(14) La Luzerne a été gouverneur de la colonie en 1786.

(15) En lettres capitales dans le manuscrit original.

(16) Louis de GOUY D'ARSY, *Opinion sur le rétablissement du Conseil Supérieur du Cap et sur le renvoi de M. le Comte de la Luzerne, Ministre actuel de la Marine, prononcée à l'Assemblée nationale, au nom de la Députation de la colonie*, mars 1790, p. 14. (NUMM-44358). L'opposition majeure entre les colons du club et le ministre portait sur la question des assemblées coloniales : La Luzerne les pensaient provisoires et consultatives, tandis que les colons ne les envisageaient que sous une forme pérenne et pourquoi pas législative. AN, DXXV 90. *Cahier de correspondance avec les villes maritimes et de commerce*, t.1, f°69.

À l'avant-garde du réseau, les ports de la façade Atlantique

La première phase constitutive du réseau fut la « toile » tissée par les négociants et les colons intéressés dans « l'aventure coloniale ». Cette coalition formée d'un réseau « primaire », actif et militant, et d'un réseau « secondaire », aux participations plus ponctuelles que régulières, devient l'outil le plus efficace des colons parisiens. Les négociants du Havre, par exemple, prirent contact avec le groupe parisien, dès le 25 août 1789. Ils lui expliquaient leur perception coloniale et niaient l'assimilation faite entre la « province » et la « colonie » : « Le corps politique ne peut se passer de nous sans un déchirement qui lui causerait une plaie incurable. Nous sommes des possessions trop précieuses pour ne pas éveiller la cupidité des nations puissantes »¹⁷. Dès le 27 août¹⁸, la société parisienne s'évertuait, par voie de circulaire, à faire connaître son existence aux différentes chambres de commerce françaises portuaires. Le club encourageait alors commerçants et colons à se grouper en association dans le but de réclamer au ministre de la Marine la création d'une assemblée coloniale et de plusieurs assemblées provinciales visant à rendre Saint-Domingue plus indépendante. Les négociants de Bordeaux, La Rochelle et Nantes, répondirent promptement à cette invitation. Le premier septembre, une société analogue à celle de Paris, nommée Comité américain, déclarait officiellement sa formation à Bordeaux et envoyait au club parisien l'acte de sa fondation. Propriétaires de biens à Saint-Domingue, ils demandaient aux colons Massiac, par les voix de Gradis et Nairac, de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la défense de la colonie¹⁹. Ces deux hommes étaient tous deux issus de familles d'armateurs célèbres²⁰ (entre 1718 et 1789, la firme Gradis arma deux cent vingt et un navires, dont dix pour la traite²¹. Les deux frères Nairac, Élisée et Pierre-Paul, étaient connus pour leur commerce de captifs africains)²². Ces deux exemples, mettent en lumière le fait que des familles entières travaillaient ensemble, et que chaque membre de la famille gravitait autour de la traite,

(17) AN, DXXV 89.

(18) *Ibid.*, DXXV 90. *Correspondance avec les villes maritimes et de commerce*, t.1. Folio 60.

(19) *Ibid.*, DXXV 85.

(20) La famille Gradis possédait depuis 1773 une habitation à la Martinique et deux à Saint-Domingue, depuis 1777.

(21) Éric SAUGUERA, *Bordeaux port négrier XVII^e-XIX^e siècles*, Paris, Karthala, rééd. 2002, 378 p, p. 65, 230 et 277.

(22) *Ibid.*, p. 231.

de l'esclavage ou plus largement du commerce colonial. Cette situation transpire d'ailleurs des papiers du club car bien souvent les membres étaient inscrits par familles entières, et il n'est pas rare de voir dans les listes d'inscription le nom du nouvel entrant suivi de la mention « et pour mon fils ». Les instances municipales des villes du littoral atlantique s'engagèrent aussi aux côtés de la société comme le montre l'exemple de Nantes dont les juges et consuls témoignaient au club, le 3 septembre, de leur volonté de se joindre à lui²³. Le cas rochelais fut sans doute emblématique du réseau Massiac : la circulaire fut envoyée à Fleurieu de Touchelonge²⁴, gouverneur des finances de la ville, appelé sous peu à accéder au poste de ministre de la Marine et des colonies.

Dès lors on comprend la place occupée par le club qui se lie avec les grandes figures de la monarchie²⁵. La proximité, tant sociale que géographique²⁶, additionnée à des objectifs politiques communs permet de comprendre la facilité avec laquelle les colons intervenaient dans les décisions du ministère de la Marine.

Une alliance de terrain

En marge de ce noyau, d'autres cités, attachées au commerce colonial se joignent aux actions du club. Le 24 septembre Saint-Malo annonçait au club la formation d'une nouvelle société « satellite » disposée à entretenir une correspondance « fraternelle »²⁷. De nombreuses places de commerce imitèrent Saint-Malo et ce faisant constituèrent la « nébuleuse Massiac ». Il ne faudrait cependant pas exagérer le rôle de ces cités. À l'instar de Marseille, Calais, Bayonne et Brest, Saint-Malo n'entretint qu'une correspondance limitée et épisodique consistant à renseigner le club sur des questions précises. Le plus souvent les circulaires du club restèrent lettre morte, et les clubs provinciaux « secondaires » se bornèrent à retarder ou à empêcher le départ des gens de couleur souhaitant rejoindre Saint-Domingue. Dès lors on aperçoit le caractère amphibologique du réseau Massiac constitué d'une avant-garde usant de méthodes légales et d'une « arrière-garde » usant de méthodes plus discutables, voire fran-

(23) AN, DXXV 85.

(24) *Ibid.*, DXXV 87.823. *Procès verbal du 22 octobre 1789*. Ce club local fut créé le 17 octobre.

(25) Le renvoi de La Luzerne suite au conflit l'opposant au club, puis la nomination de Fleurieu de Touchelonge sont autant de preuves de la puissance de la *Société Correspondante des Colons Français*.

(26) L'hôtel particulier du marquis de Massiac se trouvait place des Victoires à Paris.

(27) AN, W 15.

chement illégales. Les actions de ce réseau de terrain ralentirent grandement la communication entre métropole et colonie, ce qui eut pour effet d'isoler Saint-Domingue. De janvier 1790 à février 1791, le club mena de nombreuses actions en collaboration avec les villes portuaires : la plus mobilisatrice (qui montre d'ailleurs que la violence n'était pas que l'expression d'une forme de domination maître/esclave) fut sans conteste celle que nous nommerons ici « l'affaire Ogé »²⁸. Point d'orgue du programme Massiac, cette immobilisation des gens de couleur en métropole concentre à elle seule une grande partie de la correspondance du réseau. Dès le 19 septembre 1789, La Luzerne écrivait aux colons que, « bien qu'il fût contraire à la liberté d'empêcher les gens de couleur d'embarquer à destination de Saint-Domingue, il n'en demeurerait pas moins qu'il serait à désirer de n'en envoyer aucun pendant un certain temps »²⁹. Le 24 septembre, la société apprenait par la voix d'un de ses membres que le « quarteron libre » Ogé et Fleury tentaient de rejoindre Saint-Domingue *via* Bordeaux³⁰. Le lendemain, la société transmettait l'information aux villes maritimes de France et leur indiquait les précautions à prendre afin d'empêcher les libres de couleur d'embarquer depuis l'un de leurs ports³¹. La réaction des négociants nantais illustre bien le sentiment de la population portuaire : « D'après les précautions que nous prenons icy et que l'on doit prendre également dans tous les autres ports de France que vous avez prévenus, comme nous, il ne paraît pas possible que les deux monstres³² en question pénètrent dans nos colonies par des bâtiments français »³³. Selon les Bordelais, les libres de couleur étaient susceptibles de « porter le désordre dans la colonie »³⁴. Trois jours plus tard, le club parisien s'accordait avec les autorités espagnoles de Saint-Domingue afin de mettre en

(28) Ogé (1750-1791), homme libre de couleur se rendit en métropole pour réclamer l'égalité des droits politiques des hommes de couleur. De retour à Saint-Domingue il provoqua, aidé par ses compagnons, une insurrection.

(29) AN, DXXV 85. Le 12 août 1790, les membres du club rédigeaient une lettre à l'*Assemblée générale de la partie française* précisant que le ministre de la Marine avait donné l'ordre de laisser partir les gens de couleur. Cependant, tout en ordonnant cela, il faisait remarquer « qu'un décret de l'Assemblée nationale autorisait les municipalités à restreindre la liberté individuelle, lorsqu'elles jugeoient qu'il y avoit danger pour la chose publique ». AN, DXXV 89. *Journal de procès verbaux*, t.9, f°91.

(30) *Ibid.*, DXXV 89. *Journal de procès verbaux*, t.9, f° 6.

(31) *Ibid.*, DXXV 89. *Journal de procès verbaux*, t.9, f° 7. En août 1790, les libres de couleur dénonçaient l'acharnement à leur encontre dans une adresse présentée à l'Assemblée nationale.

(32) Souligné dans le manuscrit original.

(33) AN, DXXV 90. *Cahier de correspondance avec les villes maritimes et de commerce*, t.2, f°71.

(34) *Ibid.*, DXXV 89. *Journal de procès verbaux*, t.9, f° 83.

place, un ultime barrage³⁵. Le 3 février 1790, un Havrais se disait avisé du fait qu'Ogé cherchait à embarquer depuis cette ville, qu'il demandait le passage pour trente personnes, qu'il offrait six mille livres comptant et donnait pour caution du surplus, deux colons de Saint-Domingue³⁶. Le 15 mai, Abry avertissait les colons du départ imminent des libres de couleur. Le 18, les colons se réunissaient en comité extraordinaire. Les libres, soutenus par les Amis des noirs anglais et avec à leur tête le chevalier de Saint-Georges, Raimond, Fleury et Ogé, s'apprêtaient à rejoindre la colonie *via* Londres³⁷. Cet acharnement du réseau vis-à-vis de ces voyageurs ne tendait qu'à « préserver » l'île des lumières nouvellement allumées en métropole. Le 18 août, Guitton, correspondant londonien du club Massiac informait ses confrères du départ des libres de couleur. Plus aucune nouvelle liée à cette affaire ne fut alors consignée dans les cahiers du club jusqu'au 19 février 1791³⁸, où une phrase laconique mettait fin à l'aventure d'Ogé et de ses compagnons d'infortune : retenus depuis le 30 décembre dans les prisons du Cap, leur exécution était prévue le 23 février 1791³⁹. Cette affaire, qui aboutit à une « guerre des maîtres », met en évidence la ségrégation des libres de couleur par les blancs. Malgré la disproportion numérique évidente entre esclaves⁴⁰ et maîtres, malgré la crise sociale se jouant à Saint-Domingue, les colons blancs ajoutaient sciemment une nouvelle division au cœur de la pyramide sociale coloniale. Julien Raimond décelait l'origine du préjugé de couleur dans un problème foncier⁴¹, ayant pour but l'expropriation des libres de couleur.

Ces clubs de terrain jouèrent le rôle de censeurs, vérifiant inlassablement la « moralité » des postulants à l'embarquement tentant de rejoindre la Caraïbe française. Parallèlement à ces vérifications, les colons

(35) *Ibid.*, f° 13. Si l'on en croit les nouvelles de Bayonne, relayées par Marrau, Cabanus fils et Poydenot, en date du 22 mai 1790, « les précautions prises à Saint-Domingue pour surveiller les débarquements déconcerteront les projets du Sieur Ogé et le rendront peut-être malheureusement victime de sa mission ». *Ibid.*, f° 75.

(36) Fort de ces faits, l'informateur proposait de laisser faire l'embarquement, en choisissant toutefois l'équipage afin que celui-ci remette les libres de couleur aux mains du Comité à leur arrivée. *Ibid.*, f° 17.

(37) *Ibid.*, f° 72.

(38) *Ibid.*, t. 10, f° 35.

(39) Ils furent roués. Le même jour, vingt-deux libres de couleur furent pendus. L'assemblée du Nord assista en corps au supplice d'Ogé et de ses compagnons afin de marquer l'inflexibilité de sa politique quant aux hommes de couleur.

(40) Rappelons que Brissot de Warville fait à l'époque mention d'une population de trois cent mille esclaves.

(41) Julien RAIMOND, *Observations sur l'origine et les progrès du préjugé des colons blancs contre les hommes de couleur*, 26 janvier 1791, Paris (NUMM-75520).

développaient avec succès leurs relations avec les députés représentant le commerce à Versailles, comme tend à le montrer leur réponse sous la plume de Blanche, leur président⁴². À la même période, les relations du club réussissaient à faire ajourner la création d'un premier « comité colonial ». Dès lors, la création de tout organe politique susceptible d'amener au premier plan la question coloniale était ajournée⁴³.

L'exception coloniale : le décret du 8 mars 1790

Ce réseau hiérarchisé tendait à un seul but : soustraire la plus prospère des colonies antillaises à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, texte fondamentalement antagonique aux intérêts des propriétaires coloniaux, fervents défenseurs du système ségrégationniste et esclavagiste⁴⁴. La « machine » Massiac aspirait à trois choses : *primo*, éloigner toute discussion sur les colonies à l'Assemblée, *secundo*, empêcher la communication entre métropole et colonie, et *tertio*, pourvoir la colonie de structures politiques fortes et pérennes, susceptibles de s'opposer aux décisions du pouvoir métropolitain. Ces objectifs ne tendaient qu'à un seul et unique but, selon Julien Raimond : obtenir l'indépendance de Saint-Domingue⁴⁵. La recevabilité d'un tel argument est toutefois à nuancer : plausible en ce qui concerne certains colons insulaires, comme par exemple les membres de l'assemblée de Saint-Marc⁴⁶, il est plus discu-

(42) AN, DXXV 85. Cette lettre est datée du 31 août 1789. Ils se montraient alors plus que favorables à l'alliance « étroite, sincère et durable » entre les agents de richesse et de population que représentaient commerce et monde colonial. Voir : Gérard LETACONNOUX, « Les sources de l'histoire du comité de députés extraordinaires des manufactures et du commerce, et l'œuvre économique de l'Assemblée constituante. 1789-1791 », *Revue d'histoire moderne*, 1912, p. 369-403.

(43) AN, W 15. L'abbé Maury joua un grand rôle dans cet ajournement.

(44) Fin août 1789, l'avocat Boissel prenait contact avec le club et joignait à sa lettre un mémoire dénonçant l'adoption de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* par l'Assemblée. Selon lui, « l'homme ne naissant pas avec plus de titre, ni de Droit que les autres animaux mais avec les mêmes besoins [...] une déclaration des besoins de l'homme et des moyens d'y pourvoir auroit beaucoup mieux convenu, eut été infiniment plus intelligible, plus analogue à une constitution sociale ». Plus loin il accusait la philosophie de constituer « l'ordre mercenaire, homicide et antisocial ayant ensorcelé et perdu presque tout le genre humain ». AN, DXXV 90. *Correspondance par ordre de matière*, f°6.

(45) Julien RAIMOND, *Preuves complètes et matérielles du projet des colons pour mener les colonies à l'indépendance, tirées de leurs propres écrits*, Paris, an III, p.7-8. (NUMM-44834).

(46) Les membres de cette assemblée souhaitaient que les hommes en armes prêtent serment à la colonie. Le gouverneur Peinier ne pouvait l'accepter : selon lui cela était tout à fait inutile car les hommes en armes prêtaient déjà serment de fidélité à la France. Certaines sources semblent plutôt confirmer le fait que cette assemblée se constituait une armée personnelle, une milice qui puisse les soutenir au besoin, « petit moyen qui ne sert qu'à allumer des incendies, bien à craindre dans un pays comme celui-ci » d'après Saint-Germain, correspondant du club à Saint-Domingue.

table du côté parisien. Le club n'envisageait la rupture que comme une extrémité et n'utilisait cet argument que dans le but d'infléchir la position des députés lors des débats à l'Assemblée⁴⁷.

Le rôle de Barnave, rapporteur du comité lors des débats de mars 1790 fut capital pour le club⁴⁸. Afin de conserver les colonies, il préconisait de leur permettre de faire état de leurs doléances et de participer activement à la rédaction de leur constitution : elles pouvaient ainsi espérer régler leurs rapports avec le commerce et plus généralement avec la métropole. Il plaçait les colonies au centre de l'empire français : « Abandonnez les colonies et une branche immense d'industrie disparaîtra avec elles. Les colonies sont l'école des matelots [...] Toute proportion serait détruite entre nous et les autres puissances ; nous serions tenus de recevoir de nos rivaux [...] tous les citoyens que le commerce emploie et les provinces qu'il enrichit tomberaient dans la plus grande détresse⁴⁹. Vous n'auriez plus la perspective assurée d'une heureuse révolution ; la

(suite de la note 46 page 38)

AN, DXXV 90. *Correspondance par ordre de matière*, f°2. Il est intéressant de noter qu'alors même qu'à Saint-Domingue, le gouverneur devait affronter l'opposition virulente de l'assemblée de Saint-Marc, Vioménil, gouverneur de la Martinique devait connaître les accusations des « patriotes » qui lui reprochaient d'avoir pris parti en faveur de l'égalité des hommes libres de couleur.

(47) Début 1790, un comité colonial vit le jour. Le club avait réussi à imposer ses représentants : des députés des îles ou des grands ports, des propriétaires coloniaux tous acquis aux intérêts des grands Blancs.

(48) Arrivé à Paris, le dauphinois avait été reçu par les Lameth, chez qui il logeait. Les frères Lameth (députés à l'Assemblée), étaient aussi membres du club. Les relations amicales entre ce dernier et les colons furent étudiées par Jaurès qui le taxait « d'homme au double visage : démocrate pour la France, complice de l'oligarchie aux colonies ». Jean JAURÈS, *Histoire socialiste de la Révolution française*, Paris, Éditions socialistes, 1969, « La Constituante », 1127 p., chap. 9, p. 853.

(49) Les utilitaristes usèrent de la rhétorique populationniste d'abord, puis économique ensuite, pour faire valoir les colonies. Cette vision nourricière de la colonie bien que répandue parmi les populations négociantes des ports n'était toutefois pas partagée par tous. Cantillon (*Essai sur la nature du commerce en général*, 1755, 3^e partie, chap.1), émettait des réserves en ce qui concerne les colonisations française et anglaise : selon lui ces deux nations trouveraient plus d'avantages à soustraire la production métropolitaine à la concurrence des colonies et faire prévaloir en toutes circonstances ce qu'il serait convenu de nommer la « préférence métropolitaine ». Parallèlement, en France c'est par la voix de Mirabeau (*Ami des Hommes*, 1756, chap. IX.) que s'effectue la remise en question du commerce des denrées alimentaires entre métropole et colonie. Quesnay (*Questions intéressantes sur les populations, l'agriculture et le commerce*, 1758, art. XXIV), préconisait quant à lui de pratiquer une diminution substantielle des prix en usage entre métropole et colonie dans le but de développer la consommation et de dégager de réelles richesses par la multiplicité des acheteurs et non plus simplement par les prix prohibitifs pratiqués alors. Voir aussi la critique de Montesquieu par Quesnay, dans le numéro du mois d'avril 1766 de la *Gazette et journal d'agriculture*, Adam Smith (*Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776), et Turgot (*Mémoire sur la manière dont la France et l'Espagne devraient envisager les suites de la querelles entre la Grande-Bretagne et ses colonies*, 6 avril 1776).

Constitution serait ébranlée, une foule de malheureux dans le désespoir servirait pour l'attaquer, enfin quels moyens ne se présenteraient pas de ramener le despotisme et l'anarchie⁵⁰ ? » Du reste il préconisait que l'on se ralliât à l'opinion des praticiens planteurs et négociants, seuls aptes à juger de ce qui conviendrait le mieux aux Caraïbes.

L'adoption du décret du 8 mars, excluant les colonies de la Constitution, montre que le discours de Barnave a porté ses fruits. L'article premier du décret précisant que chaque colonie était autorisée à faire connaître ses vœux sur la Constitution, la législation et l'administration, à charge de se conformer aux principes généraux liant colonies et métropole et assurant la conservation de leurs intérêts respectifs additionné à l'article second prévoyant un important transfert de pouvoir aux assemblées provinciales en place, ainsi que la constitution de nouvelles assemblées dans les provinces où elles n'existaient pas encore sont autant de preuves de la volonté de conservation des colonies dans leur état pré-révolutionnaire. L'adoption de ce texte fut vivement saluée par la société parisienne qui tint à en envoyer le texte à la colonie. Par la voix de Saint-Germain, membre du club rentré à Saint-Domingue on apprend que les travaux du club étaient bien perçus par la majeure partie des habitants de l'île et même « salués par certains d'entre eux »⁵¹. Le 28 mars, l'Assemblée adjoignait des instructions au décret du 8, et déterminait les colonies soumises à celui-ci : seules Saint-Domingue, la Martinique, la Guadeloupe, les îles de France, de Bourbon et Tobago étaient concernées⁵².

Selon Gabriel Debien⁵³, les colons n'auraient jamais rien entrepris pour faire adopter les décrets de mars 1790. Deux preuves matérielles vont contre cette affirmation : tout d'abord les papiers du club étudiés ici, et ensuite les actions menées par des membres et/ou des sympathisants de la société avant même que celle-ci ne prenne sa forme officielle. Dès septembre 1788⁵⁴, les colons demandèrent la création d'instances représentatives de la colonie de Saint-Domingue au sein des États généraux.

(50) Intervention de Barnave à la Constituante, *Le Moniteur*, Séance du 8 mars 1790, t.3, p. 553 et s. Voir aussi *Archives parlementaires*, t. XII, du 2 mars au 14 avril 1790, p. 68 et s.

(51) AN, DXXV 89. *Journal de procès-verbaux*, t.9, f°47.

(52) La moindre importance économique des autres colonies, ne leur permettait pas d'entrer dans la liste des îles autorisées à déroger à la « règle universelle » s'élaborant en métropole.

(53) Gabriel DEBIEN, *Les colons de Saint-Domingue et la Révolution, Essai sur le club Massiac*, Paris, A. Colin, 1953, 414 p.

(54) DELACROIX, *Mémoire sur l'importance pour la colonie de Saint-Domingue, d'avoir des représentants à l'assemblée des États généraux, et sur la forme la plus légale de procéder à l'élection de ses députés*, Paris, Clousier, 28 septembre 1788 (NUMM-48000).

Les principaux signataires⁵⁵ déploraient unanimement la perte de pouvoir de la colonie, conséquence de la soif d'autorité des ministres de la Marine. Les auteurs préconisaient alors que les différentes parties de l'île choisissent des grands électeurs qui nommeraient les députés⁵⁶ à envoyer en métropole et inséraient un dernier paragraphe dans lequel ils rappelaient d'une part, que le montant des impositions versées par la colonie s'élevait à neuf millions de livres, et d'autre part qu'elle contribuait encore à la prospérité du royaume, à la richesse de son commerce, en lui donnant ses productions à un prix bien inférieur à celui que lui en offrait l'étranger et en consommant à un prix très élevé les excédents métropolitains.

L'argent dégagé de l'activité coloniale – esclavage et plantation – était-il si profitable⁵⁷ ?

L'on sait bien sûr que des familles s'enrichirent par le biais de la traite et/ou de l'esclavage. Néanmoins, il semble plus que vraisemblable que seules quelques grandes familles se soient véritablement enrichies par cet unique biais⁵⁸. Il est vrai, pour ne prendre qu'un exemple, que les dots des familles impliquées dans le commerce triangulaire triplèrent, en moyenne, entre 1690 et 1715-1720⁵⁹. À cette époque la fortune des deux cent trente négociants nantais était évaluée par Gérard Mellier, premier magistrat de la ville, à 18 500 000 livres⁶⁰. La variété des secteurs d'activité découlant directement ou indirectement de « l'épopée coloniale moderne », tend à démontrer la rentabilité micro-économique du système. Le port de

(55) On y retrouve entre autres noms Choiseul-Praslin, Paroy, Reynaud, Magallon, Dougé, Perrigny, Cereste-Brancas et Gouy d'Arisy.

(56) Ces derniers ne pouvaient prétendre représenter la colonie à moins de posséder un minimum de vingt-cinq esclaves.

(57) Si Éric Williams dans son ouvrage (ÉRIC WILLIAMS, *Capitalism and Slavery*, London, Chapel Hill, 1944, 296 p.), notait que les profits dégagés de la traite et de l'esclavage étaient « astronomiques », H. KLEIN (« The Atlantic slave trade : recent search and findings » dans HORST PIETSCHMANN, *Atlantic History. History of the Atlantic System 1580-1830*, Hamburg, J. Jungins, 2002, 556 p., p. 301.), quant à lui met en lumière un marché économique fluctuant, peu accessible, complexe, en grande partie à cause de la variation du prix de l'esclave. O. Pétré-Grenouilleau, évalue le profit moyen annuel français de la traite à quatre ou six pour cent. Malgré tout il ne faut pas minimiser non plus les profits engendrés par un tel système. L'ouvrage de Thomas (Hugh THOMAS, *The Slave Trade. The Story of the Atlantic Slave Trade, 1440-1870*, New-York, Simon and Schuster, 1997, 912 p.) aborde aussi cette question.

(58) Rares furent les familles concentrant leurs activités économiques uniquement sur le pôle colonial car les bénéfices issus de la traite étaient très irréguliers.

(59) À ce propos voir : Olivier PETRE-GRENOUILLEAU, *L'argent de la traite*, Paris, Aubier, 1996, 432 p.

(60) La période 1720-1750 fut favorable aux colons et malgré d'importants réajustements entraînés par la guerre de Sept Ans, responsable de la perte d'un quart des fonds du négoce, la fortune des négociants nantais atteignait à la veille de la Révolution la somme de 120 millions de livres.

Nantes, et par extension le commerce nantais, connut un enrichissement palpable. La construction navale connut un essor important dans les ports de la façade atlantique tant du point de vue de la fabrication de navires que de celui de la transformation de navires préexistants en navires négriers⁶¹. L'avitaillement et plus largement l'exportation de marchandises vers le monde colonial représentaient une part non négligeable du revenu des villes de la côte Atlantique et plus largement du monde industriel métropolitain. Cette économie entraînait aussi une communication matérielle entre les diverses possessions : la métropole importait des produits d'une colonie et les réexportait vers une autre.

Si le décret du 8 mars fut la première des grandes victoires des colons du club, le considérant du décret du 12 octobre 1790, annonçant l'intention de l'Assemblée de ne rien statuer sur l'état des personnes que sur la demande expresse des colonies, marquait la seconde⁶². L'Assemblée délégua aux colonies le soin indéfini de leur régime domestique : de cette manière la Déclaration des droits de l'homme était intacte en métropole et les colonies n'avaient à craindre « aucune loi funeste pour leur administration intérieure ni attentatoire à leurs propriétés »⁶³.

(61) L'étude d'Éric Sauter sur la ville de Bordeaux est assez exemplaire de ce point de vue. De même il est impératif de noter que la traite et le commerce des denrées coloniales ont enrichi de façon indirecte les ports métropolitains et la métropole simplement par le biais du commerce et des injections de capitaux dans les industries locales. Outre la fiscalité, cet argent rejaillissait aussi sur les ports par la voie d'investissements dans l'économie locale comme en témoignent les transformations urbaines.

(62) Tout en réaffirmant le décret du 8 mars, celui du 12 annulait les décrets de l'Assemblée de Saint-Marc. Elle était reconnue coupable d'avoir troublé la tranquillité publique. Le décret prévoyait entre autres dispositions qu'une nouvelle assemblée coloniale serait formée suivant les règles prescrites par les décrets et instructions. Voir *Archives parlementaires*, t. XIX, du 16 septembre au 23 octobre 1790, p. 546 et s. Voir, Aimé CESAIRE, *Toussaint Louverture*, Paris, 1981, p. 83. Voir aussi : *Le Moniteur*, t. 6, p. 107.

(63) AN, DXXV 89. *Journal de procès-verbaux*, t. 12, f° 24 et s. Les colons prenaient alors toujours en exemple la Nouvelle-Angleterre : « La déclaration des droits de l'homme porte comme celle de la France que tous les hommes naissent libres et demeurent égaux en droit, et cependant l'esclavage existe dans presque toutes ces parties comme il existe dans les colonies françaises. Comment le congrès a-t-il pu accorder ce principe général avec les exceptions particulières ? C'est en laissant à chaque État le droit de se régir intérieurement et de n'assujettir les parties qu'à l'intérêt général du tout, au moyen de cette organisation politique, l'esclavage est toléré dans quelques États, proscrit dans d'autres, sans que le corps législatif central ait violé le principe universel de la liberté et de l'égalité. L'Assemblée nationale doit de même déléguer aux colonies le soin indéfini de leur régime domestique ».

Vers un nouvel ordre colonial ?

*À l'origine de la « désintégration » du premier réseau :
l'extrémisme de la classe dominante coloniale*

Dès janvier 1791 le club Massiac connaît des modifications structurelles profondes. Les relations négociants/colons insulaires⁶⁴ conflictuelles pèsent sur lui et le transforment profondément. Durant l'été et l'automne 1790, deux groupes de colons distincts débarquent sur les côtes métropolitaines et rejoignent la capitale. Tout d'abord, les indépendantistes membres de l'assemblée générale de la partie française de Saint-Domingue siégeant à Saint-Marc, dissoute par le gouverneur Peinier le 29 juillet 1790 sous le chef d'inculpation de « trahison envers la patrie », et dispersée militairement le 8 août. L'Assemblée de la partie française de Saint-Domingue se déclarait permanente le 30 avril 1790, et législative en ce qui concerne le régime intérieur de la colonie le 28 mai⁶⁵. Contraints de rallier la métropole afin d'assurer leur défense, les Léopardins, du nom du navire sur lequel ils embarquèrent à Saint-Domingue, trouvèrent en la société une alliée de premier choix⁶⁶. Une seconde délégation de colons se rendit à Paris le 23 novembre 1790 : les légalistes colons du nord venant témoigner contre les Léopardins. Leur mandat ne leur permettait théoriquement, ni de rencontrer les accusés, ni d'entretenir une quelconque correspondance.

Parallèlement, la dissension entre colons et négociants se développe. Deux causes s'ajoutent au dissentiment latent existant entre les deux partis : tout d'abord, le fait que les négociants aient obtenu gain de cause quant au statut politique et commercial de la colonie, mais aussi les discussions internes concernant le décret du 15 mai 1791. La restructuration

(64) Les indépendantistes de Saint-Marc reprochaient entre autres choses au gouverneur le fait qu'il n'ait jamais cherché à adapter les textes législatifs métropolitains aux mœurs et coutumes de la colonie, alors qu'il en avait le pouvoir.

(65) Notons au passage, que le président de l'assemblée générale de Saint-Domingue, élu en mars 1790, n'était autre que Bacon de la Chevalerie, un oncle de Barnave.

(66) AN, DXXV 89. *Journal de procès-verbaux*, t. 10, f° 39-41. Ce n'est pas sans réflexion que le club choisit de s'allier avec les Léopardins comme tend à le prouver cette déclaration de Belin de Villeneuve : « La société de l'hôtel de Massiac n'est sous le coup d'aucune inculpation, elle n'est réputée ennemie déclarée d'aucune des parties qui sont en opposition, ce simple exposé prouve jusqu'à l'évidence que la société doit rester dans toute sa pureté, c'est dans cet état qu'elle peut et qu'elle doit fraterniser avec tous les colons qui sont en opposition pour éteindre toutes les haines ou du moins empêcher qu'elles ne nuisent aux conférences indispensables entre tous les colons pour travailler à préparer les moyens de ramener la paix dans la colonie ». AN, DXXV 89. *Journal de procès-verbaux*, t. 10, f° 22.

du club, en difficulté depuis l'arrivée des colons de Saint-Domingue, s'opère dès le début de l'année 1791. À peine arrivés, les Léopardins se mirent en rapport avec le club Massiac qui peu à peu gagna leur confiance en se défendant d'être « l'objet du despotisme ministériel »⁶⁷. Le club, en acceptant en son sein cette portion décriée de la population coloniale, ne pouvait que porter un grave préjudice à son premier réseau. La société, qui ne pouvait plus légalement prétendre représenter la colonie, cessa officiellement ses travaux avec l'arrivée des colons insulaires⁶⁸. Les séances consignées ne reprirent qu'un mois après l'arrivée des colons du nord. Mais dès lors le travail des colons parisiens prenait une tournure différente : aidé dans sa mission par Barnave, le club dut tenter d'apaiser les haines particulières existant entre indépendantistes et légalistes. Le Dauphinois devint alors le lien conciliateur entre les différentes représentations coloniales : au nom du bien de la colonie il préconisait l'oubli des vieilles querelles. La conciliation menée par ce dernier contribua grandement à la mise en place d'une nouvelle coalition. Le 27 mars 1791, le procès-verbal de l'assemblée générale du club concluait que l'on demanderait à l'Assemblée un « décret qui prononcerait qu'aux colonies seules appartient constitutionnellement le droit de fixer sur leurs sols l'état des personnes »⁶⁹. L'idée principale émanait des rangs des Léopardins et était relayée par le Club Massiac et le 3 avril, décision était prise de faire suivre une pétition sur ce sujet aux constituants⁷⁰.

L'aboutissement du nouveau réseau Massiac : les décrets de mai 1791

Du 11 au 15 mai 1791, trois grandes questions furent soulevées à l'Assemblée : faut-il avoir des colonies ? Faut-il maintenir l'esclavage ?

(67) Il est bon de noter qu'une fois de plus c'est en se défendant d'être l'objet du despotisme ministériel que les colons de Massiac gagnèrent la confiance des Léopardins, tout comme ils l'avaient fait avec les membres des États généraux en mai 1789, tout comme Barnave l'avait fait aussi dans son rapport de mars.

(68) Les séances cessèrent officiellement entre le 7 octobre et le 26 décembre 1790, une séance le 23 novembre mise à part.

(69) AN, DXXV 89. *Journal de procès-verbaux*, t. 10, f° 44-46. Le 30 janvier 1791, Billard, président du club demandait à ses membres de réfléchir aux trois questions suivantes : *primo*, « peut-on demander à l'Assemblée nationale qu'elle prononce explicitement la continuation de l'esclavage ? », *secundo*, « doit-on au contraire demander une portion de pouvoir législatif pour les colonies au seul effet de faire des lois sur l'esclavage, et les Gens de couleur, et nègres libres, et autre partie du régime intérieur qui n'intéressent nullement la métropole ? » et *tertio* « doit-on se borner à faire quant à présent une simple déclaration contre le système des Amis des Noirs ? » AN, DXXV 89. *Journal de procès-verbaux*, t. 12, f° 5-6.

(70) AN, DXXV 89. *Journal de procès-verbaux*, t. 10, f° 49.

Faut-il donner des droits aux libres de couleur ? À ces trois questions les députés répondirent par l'affirmative. Le 13 mai, l'article premier du décret était entériné. Il stipulait « qu'aucune loi sur l'état des personnes ne pourra[it] être faite par le corps législatif pour les colonies que sur la demande précise et spontanée des assemblées coloniales »⁷¹. Cet article fut bien entériné par les députés, contrairement à ce que précisait L. Deschamps⁷² qui notait que « quand Moreau de Saint-Méry, par une maladresse voulue, laissa échapper le mot *esclaves*, il provoqua les virulentes protestations de Dupont de Nemours et de Robespierre et dut s'excuser »⁷³. A. Césaire notait qu'« une assemblée élue pour constitutionnaliser la liberté, venait de constitutionnaliser l'esclavage le plus abominable »⁷⁴.

Le 14 mai, les citoyens de couleur, par la voix de Raimond, adressaient une requête à l'Assemblée : « Vous n'avez jusqu'à présent d'idées sur les localités que d'après l'exposé des colons blancs ; il ne nous sera pas difficile de prouver les inexactitudes qu'ils ont avancées. Serions nous jugés sans être entendus ? »⁷⁵ Ce n'était pas la première fois que les libres de couleur tentaient de se faire entendre. Si en théorie, l'article 59 du Code noir, déclarait clairement l'égalité entre les libres de couleur affranchis et les colons blancs, en pratique la situation était tout autre.

Le 15 mai, « l'Assemblée nationale décrét[ait] que le corps législatif ne délibérer[ait] jamais sur l'état politique des gens de couleur qui ne seraient pas nés de père et de mère libres, sans le vœu préalable, libre et spontané des colonies ; que les assemblées coloniales actuellement existantes subsiste[raient], mais que les gens de couleur nés de père et mère libres, se[raient] admis dans toutes les assemblées paroissiales et coloniales futures, s'ils en avaient d'ailleurs les qualités requises »⁷⁶. Les décrets de l'Assemblée scindaient la population insulaire (autre que blanche) en trois

(71) *Le Moniteur*, décret du 13 mai 1791, t. 8, p. 388. Voir aussi *Archives parlementaires*, t. XXVI, du 12 mai au 5 juin 1790, p. 41 et s.

(72) Léon DESCHAMPS, *Les colonies pendant la Révolution. La Constituante et la réforme coloniale*, Paris, P. Perrin, 1898, 340 p., p. 227.

(73) Plus rien par la suite ne fait référence au décret du 13 mai dans l'ouvrage de Deschamps

(74) Aimé CESAIRE, *Toussaint Louverture, La Révolution française et le problème colonial*, Paris, Présence Africaine, l'Harmattan, 1981, 345 p., p. 122.

(75) *Ibid.*, p. 119 et suivantes. Raimond parut à la barre de la Constituante le jour même. Voir *Le Moniteur*, t. 8, p. 397.

(76) La motion présentée par Reubell fut acceptée par les députés. Voir : *Le Moniteur*, décret du 15 mai 1791, t. 8, p. 404. Voir aussi *Archives parlementaires*, t. XXVI, du 12 mai au 5 juin 1790, p. 89 et s. Jaurès notait à ce propos, que « non seulement l'esclavage était continué, mais qu'en plus les enfants d'une mère esclave et d'un père libre, même s'ils étaient libres, n'étaient pas admis d'emblée au droit politique » (Jean JAURES, *Histoire socialiste de la Révolution française*, Paris, Éditions socialistes, 1969, « La Constituante », 1127 p., chap. 9, p. 862.)

catégories : les esclaves, les affranchis dont les droits politiques restaient à la discrétion des assemblées coloniales et enfin les libres de couleur capables de justifier de plusieurs degrés de liberté.

Un divorce idéologique sur fond de divergences économiques

Bien qu'il soit toujours malaisé de tirer des conclusions exhaustives des différents discours d'un même milieu socio-économique, il demeure possible de réaliser une synthèse générale, mais pourtant assez représentative des populations étudiées. La philosophie économique négociante, en accord avec les idées véhiculées par le Club Massiac jusqu'au mois de mai 1791, tend à cette date à s'éloigner du parti des grands blancs. La population négociante nantaise trouve en la pensée de Montaudouin de la Touche, un relais efficace, énergique et bien construit de son idéologie⁷⁷. L'objet des colonies était selon lui de permettre à la métropole de commercer à de meilleures conditions qu'elle ne le ferait avec des nations étrangères⁷⁸. En contrepartie, la métropole devait subvenir à tous les besoins de ses colonies, particulièrement dans les domaines des subsistances, des biens d'équipement de la consommation industrielle, de la sécurité militaire et assurait l'écoulement des produits coloniaux sur le marché européen. S'inscrivant à la suite de la pensée de Forbonnais, il voyait en la fondation des colonies le geste fort d'une métropole souhaitant développer son commerce, sa consommation et le travail de ses artisans, de ses pêcheurs et de ses matelots⁷⁹. Montaudouin trouve en l'approvisionnement humain constant que réclame le système colonial, le point d'orgue de sa théorie : une nation ne peut effectuer les avances primaires nécessaires à la bonne marche d'une colonie sans en tirer exclusivement les bénéfices. Ce point

(77) Plus connu pour avoir pris une part active aux polémiques sur la libéralisation du commerce des grains, Montaudouin, grand négociant nantais intéressé dans le commerce colonial, aborde la question coloniale.

(78) La situation dépeinte par Montaudouin, tant dans le *Mémoire sur le commerce étranger dans nos colonies* de 1772 (AD Loire Atlantique, C 775, manuscrit, 1772) que dans le *Mémoire des négociants de Nantes contre l'admission des étrangers dans nos colonies* (ADLA, CS 737, manuscrit, s.d), tend à réclamer plus que jamais le maintien ferme et définitif de l'Exclusif alors si décrié par les colons. La référence à Montesquieu, *L'Esprit des lois*, livre XXI, chap. XXI, « Découverte de deux nouveaux mondes : état de l'Europe à cet égard », 1748, rééd. Paris, Garnier-Flammarion, 1979, 638 p. est ici assez évidente.

(79) François VERON DE FORBONNAIS, *Éléments de commerce*, première partie, Leyde, Briasson, Paris, 1754, p. 6. Cinq ans plus tard, Forbonnais, dans son *Essai sur l'admission des navires neutres dans nos colonies* (Paris, 1759, p. 43) notait que « la métropole a[vait] fondé les colonies pour augmenter le travail de ses laboureurs, de ses manufactures et de ses matelots » et insistait sur le fait que « l'intérêt du commerce général avec les colonies était la conservation de l'Empire ».

de vue n'était pas compatible avec celui des colons, cherchant à faire fortune le plus rapidement possible, et donc avec le plus grand nombre d'interlocuteurs potentiels.

Un second point politico-économique vint concrétiser la rupture entre négociants des ports et colons : la reconnaissance juridique des libres de couleur. L'opinion bordelaise, tout comme Laffon de Ladébat, membre de la société mère, voyait l'exclusion de la citoyenneté des libres de couleur comme une dérogation impossible à la Déclaration des droits de l'homme. Les décrets de mai mettaient en péril la stabilité coloniale. Les négociants nantais intéressés dans le commerce au long cours et non pas directement dans la culture souhaitaient pour des raisons commerciales préserver le calme à la colonie. *A contrario* les colons directement menacés tant dans leur prise de bénéfices, que dans la vie politique locale, tentaient de conserver en place la hiérarchie coloniale.

Une représentation faussée de la situation coloniale ?

Le club désormais exclusivement constitué de planteurs, trouva en l'annulation du décret du 15 mai, qu'il jugeait propre à opprimer les colons blancs, un nouvel objectif. Il œuvra pour que ce décret ne soit jamais rendu public dans les colonies et pour qu'il soit cassé par un autre décret : celui du 24 septembre 1791⁸⁰. L'article troisième de celui-ci stipulait « que les lois concernant l'état des personnes non libres et l'état politique des hommes de couleur et nègres libres, ainsi que les règlements relatifs à l'exécution de ces mêmes lois, se[raient] faites par les assemblées coloniales [...] sans qu'aucun décret antérieur ne puisse porter obstacle au plein exercice du droit conféré par le présent article aux assemblées coloniales »⁸¹. Dès lors les colons parisiens avaient mené à bien leur mission, le décret du 15 mai 1791 était déclaré caduc et cela même avant que la colonie n'en ait eu officiellement connaissance.

Tandis que les « élites métropolitaines » (tant parlementaires que négociantes) débattent sur la question de la reconnaissance juridique des hommes libres de couleur, à Saint-Domingue la situation se détériore jusqu'à connaître une crise socio-politique profonde qui devait mener quelques années plus tard à l'indépendance de la prospère colonie française.

(80) Les commissaires qui devaient aller porter aux colonies le texte de mai, inféodés au mouvement colonial, retardèrent le plus possible leur départ.

(81) *Le Moniteur*, t. 9, décret du 24 septembre 1791, p. 771. Voir aussi *Archives parlementaires*, t. XXXI, du 17 au 30 septembre 1791, p. 270 et s.

Dans la nuit du 22 au 23 août 1791 éclate une violente insurrection. Esclaves noirs et affranchis revendiquent la liberté et l'égalité des droits avec les citoyens blancs. Bon nombre de sucreries et de plantations de café sont détruites. À Saint-Domingue on ne parle plus alors que de révoltes, de plantations incendiées, de pillages, de fuites, de violences pratiquées à l'encontre des maîtres et de meurtres. Le 3 septembre 1791, l'assemblée du sud de Saint-Domingue, provisoirement administrative, rendait un arrêté défendant à tout un chacun de publier, vendre ou distribuer aucun écrit concernant la Révolution française, ainsi que tout événement, système politique étranger à Saint-Domingue ou contraire à son régime⁸².

Paradoxalement, alors que les colons parisiens⁸³ tentaient âprement d'exclure de la classe des citoyens les libres de couleur, les planteurs blancs de Port-au-Prince, devant l'ampleur de la révolte menée par les esclaves avaient dû se résoudre à accepter le concordat proposé par les maîtres de couleur, le 11 septembre.

Les citoyens de couleur demandaient que les blancs fassent cause commune avec eux, qu'ils fassent appliquer l'édit de 1685, et qu'ils s'engagent à ne jamais s'opposer au décret du 15 mai, connu à Saint-Domingue malgré les manœuvres du Club Massiac. Ils souhaitent pouvoir prendre part aux assemblées primaires au terme du décret du 28 mars 1790, et être autorisés à s'armer pour se défendre et réclamer leurs droits. Ils demandaient aussi que les colons blancs contribuent à leur approvisionnement le temps des combats. Ils réclamaient que soit respecté le secret de leur correspondance et voulaient par ailleurs être autorisés à se réunir s'ils éprouaient des obstacles à la reconnaissance de leurs droits et rétablir la liberté de la presse sauf dans les cas déterminés par la loi⁸⁴. Enfin, ils demandaient que leurs concitoyens bannis, car ils possédaient des armes depuis le commencement de la Révolution, soient rappelés et

(82) Voir à ce propos : AN, DXXV 60, EDXXV 55 595 et DXXV 112 896. Rien dans les archives du club ne permet de savoir si cela fut véritablement appliqué, mais ce texte est révélateur de la situation dans laquelle se trouvait alors Saint-Domingue. Dans la même optique, l'Assemblée générale de la partie française de Saint-Domingue rendait le 9 septembre 1791, un arrêté stipulant que désormais tout particulier arrivant à la colonie ne pouvant répondre d'une propriété dans le pays, ou d'un lien de parenté avec un propriétaire ne serait pas autorisé à débarquer.

(83) Dès les décrets de mai rendus, nombreux furent les colons qui rentrèrent à la colonie. Le 2 juin 1791, Maisonneuve expliquait aux membres qu'ils ne pourraient plus compter dorénavant, « pour faire les fonds de la société », que sur vingt-quatre personnes. AN, DXXV 89. *Journal de procès-verbaux*, t.10.

(84) Cette requête des libres de couleur tend à prouver qu'en effet l'arrêté du 3 septembre concernant la liberté de la presse était appliqué.

mis sous la protection de tous les citoyens, qu'ils soient indemnisés de leur exil et que cesse la confiscation de leurs biens⁸⁵. Ils obtinrent satisfaction sur la totalité de leurs demandes.

Les colons de métropole et ceux de la colonie n'étaient dès lors plus en phase : les premiers œuvraient encore pour préserver la colonie en l'état, tandis que les seconds, directement confrontés à la violence, s'étaient résolus à faire cause commune avec leurs ennemis d'hier. La population insulaire était maintenant scindée en deux classes clairement distinctes : la classe dominante des maîtres et celle, dominée, des esclaves.

Durant toute la période où siégea la Constituante, le Club Massiac ne fut jamais véritablement mis en difficulté par les députés. L'Assemblée qui s'attachait à transformer la société en profondeur, ne réussit pas à aller contre le mouvement impulsé par les colons. Pourquoi cette assemblée ne chercha-t-elle pas à contrer plus efficacement les actions des colons blancs ? Il ne fait aucun doute que l'appui de grands noms, tels que Maury, ou Barnave joua un rôle essentiel dans le processus d'acceptation des colons au sein de la mouvance parlementaire. Par deux fois, lors d'importants débats ayant pour objet les colonies (mai et septembre 1791), Barnave sut fort habilement convaincre les députés de l'importance, tant économique que politique, de l'empire colonial. Sa maîtrise du sujet, sa facilité d'expression quant aux questions de politique internationale ne laissait aucune possibilité aux députés de supposer qu'il œuvrait en fait pour le compte de la coalition coloniale. De plus son actif passé de révolutionnaire ne pouvait laisser beaucoup de place au doute, sauf dans l'esprit de certains députés du côté gauche qui n'eurent de cesse de tenter de mettre en lumière ses manœuvres. La position sociale des grands blancs fut un point capital dans leur approche du pouvoir central. Leur connaissance et leur manière d'utiliser les grands auteurs contemporains permirent aussi aux colons de trouver leur place au sein de la communauté révolutionnaire parisienne, puis de celle des négociants métropolitains. Les différents groupes parlent le même langage, créant ainsi une communauté intellectuelle plus ou moins homogène, au moins en apparence, ce qui en pratique favorise l'écoute des représentants de la Nation à l'égard des populations impliquées dans le système atlantique. La remise en question de l'omnipotence monarchique dans le processus économique de la nation, ajoutée à la remise en question des capacités d'un monarque

(85) Les colons blancs accédèrent à cette requête sous réserve que l'Assemblée nationale l'accepte.

métropolitain à juger dans toute sa vérité la situation coloniale permit à la Société correspondante des colons français d'entrer dans la sphère révolutionnaire, non point pour instaurer un nouvel ordre social en métropole mais dans le but de préserver le *statu quo* dans les colonies. Les différents modes opératoires mis en œuvre par les colons montrent avec quelle intelligence ils travaillèrent durant deux ans. Les alliances successives se faisant et se défaisant au gré des débats et des décrets rendus mettent en évidence la logique du Club Massiac : une exigence d'intérêts communs. La formation du club, son réseau, ses modes opératoires convergent. Le Club Massiac, cellule extrémiste, ne fonctionna que comme un groupe de pression, défendant ses propres intérêts, et n'hésitant pas à se livrer, si cela était utile, à de terribles agissements, comme le montre « l'affaire Ogé ».

Déborah LIÉBART

CRH, EHESS

10 rue du Marais

91530 Le Val-Saint-Germain

deborahliebart-ehess@yahoo.fr